

# Venezuela : dix tentatives pour déstabiliser le président récemment réélu

- Actualité politique internationale -

Date de mise en ligne : vendredi 25 mai 2018

---

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

---

*Gramma résume dix tentatives de déstabilisation rendues publiques dans les dernières 48 heures contre le légitime gouvernement de Nicolas Maduro.*

*Auteur : Iramsy Perata Forte i information@gramma ;cu*

23 mai 2018

---

Pendant que des dizaines de milliers de personnes se rassemblaient autour du Palais Présidentiel du Palace de Miraflores pour saluer la réélection du Président Nicolas Maduro, des secteurs de l'opposition, les Etats-Unis, l'Union Européenne et la droite d'Amérique Latine ont déclenché un plan prévisible de déstabilisation contre le plus récent processus démocratique électoral qui s'est déroulé dimanche 20 mai au Venezuela.

Les Vénézuéliens, victimes de l'une des guerres économiques la plus brutale des temps récents, comparable au blocus imposé à Cuba depuis plus de 50 ans, ont réélu Nicolas Maduro comme le président légitime avec plus de six millions de suffrages.

Cependant, « les protecteurs de la démocratie » dans la région et dans le monde ont réactivé leur agenda hostile contre la patrie de Bolivar et ont ignoré le clair message émis dans les urnes.

La gouvernement vénézuélien, habitué à ce type d'action depuis qu'il a pris une voie différente de celle dictée par Washington en 1998, une fois de plus fait face à une vague d'ingérences dans les affaires intérieures.

Gramma résume dix des actions de déstabilisation rendues publiques dans les dernières 48 heures contre le gouvernement légitime de Nicolas Maduro.

### **1. Nouvelles sanctions imposées par les Etats-Unis**

Le Président des Etats-Unis Donald Trump, annoncé samedi des sanctions unilatérales contre le Venezuela en violation de la Charte des Nations Unies, et des normes du droit international.

A travers un ordre exécutif, Trump a interdit à tout citoyen américain, institution ou compagnie de négocier une dette ou de gérer des comptes de l'exécutif vénézuélien, y compris ceux qui sont dérivés de la compagnie des Pétroles propriété de l'Etat du Venezuela S.A (PDVSA)

Les autorités vénézuéliennes ont condamné les illicites et illégitimes mesures qui cherchent à étendre le siège économique et financier contre le pays, miner le droit à l'auto-détermination du peuple vénézuélien, et attaquer son modèle de développement socio-économique.

### **2. Refus de reconnaître la volonté populaire**

Selon la déclaration publié le lundi 21 mai, le Canada et les treize gouvernements d'Amérique Latine du Groupe de Lima, ont refusé de reconnaître les résultats de l'élection.

Parmi les arguments pour soutenir l'attitude agressive est une prétendue abstention aux élections vénézuéliennes de

dimanche. Cependant, les présidents du Chili et de la Colombie, membres du Groupe, ont été élus avec une plus basse participation que Nicolas Maduro qui a été réélu et ils n'ont pas été jusqu'à présent sujet à de telles accusations.

Également, le Groupe de Lima inclut des nations comme le Brésil, où un coup d'Etat parlementaire a chassé du pouvoir la Présidente Dilma Rousseff qui avait été légitimement élue, et Luiz Inacio Lula da Silva, le plus populaire des candidats aux élections à venir dans ce pays géant de l'Amérique Latine, a été sans scrupule emprisonné. Cependant, le président du Pérou a été démissionné pour des accusations de corruption, et les élections de 2017 aux Honduras ont été marquées par la fraude et les scandales de corruption.

### **3. Des attaques diplomatiques**

Les gouvernements d'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa-Rica, du Guatemala, de la Guyane, du Honduras, du Mexique, de Panama, du Paraguay, du Pérou et de Saint-Lucie, membres du Groupe de Lima, ont accepté de « réduire » le niveau de leurs relations diplomatiques avec le Venezuela, et ils ont rappelé pour consultations leurs ambassadeurs.

Le Groupe a aussi annoncé qu'il présentera une résolution au cours de la 48<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Organisation Américaine des Etats (OEA) sur la situation au Venezuela.

### **4. Des attaques de l'OEA**

En février, l'OEA a approuvé une résolution qui demandait au gouvernement vénézuélien d'annuler les élections présidentielles. Cette organisation a été à la tête des attaques internationales qui cherchent à isoler les nations de la région qui se dirigent un processus progressiste de changement. Le Venezuela est la principale cible de telles attaques, en raison de son rôle dirigeant régional à ce sujet. Ainsi, l'OEA maintient une campagne interventionniste contre la nation alors qu'elle d'un oeil aveugle elle se détourne des situations scandaleuses dans les autres pays.

Le Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a ignoré la volonté démocratique exprimé par les Vénézuéliens dimanche et il a réitéré que l'organisation ne reconnaîtrait pas Nicolas Maduro comme Président Légitime du Venezuela. De plus, il a assuré qu'il continuerait « à combattre pour la fin de la dictature vénézuélienne » et appelé encore à un « gouvernement de transition ».

### **5. Extension du blocus économique**

Suivant des instructions des Etats-unis, plusieurs pays d'Amérique Latine ont aussi déclaré qu'ils coordonneront des actions avec les organisations financières internationales pour « essayer de ne pas accorder des prêts au gouvernement du Venezuela » qui fait face à une crise économique majeure.

De plus ils ont noté qu'ils intensifieront et étendront l'échange de l'information financière pour perfectionner les sanctions contre la nation sud-américaine, le tout avec l'objectif de renforcer le blocus économique contre Caracas.

### **6. Encourager les controverses sur les frontières**

L'une des conséquences de la guerre économique et de la crise dont le Venezuela souffre, encouragée de l'extérieur, est l'accentuation des flots de migration de ce pays auprès des nations voisines.

Bien que ce soit un phénomène commun dans l'histoire de l'Amérique Latine, et dans le passé du Venezuela lui-même qui a reçu des millions de Colombiens et d'autres migrants, il y a des tentatives de manipuler la question afin de justifier un conflit.

La Colombie et le Brésil ont tous les deux vu une accentuation de la présence des troupes US, pendant que le gouvernement des Etats Unis n'ont pas exclu une « option militaire » dans le cas du Venezuela.

### **7. L'Union Européenne se joint aux attaques**

Contrairement aux tentatives de maintenir une politique indépendante des Etats Unis, l'Union Européenne a rejoint les attaques contre le gouvernement vénézuélien.

Le bloc a annoncé qu'il étudiait l'adoption de mesures suivant les prétendues irrégularités des élections vénézuéliennes.

Selon l'UE et particulièrement l'Espagne, les élections au Venezuela ont révélé des « insuffisances démocratiques fondamentales » et de « sérieuses irrégularités » malgré le fait que plus de 150 observateurs internationaux ont souligné la validité et la transparence des résultats émanant des urnes.

### **8. Le boycott de l'opposition**

Avant la publication des résultats officiels par le Conseil National Electoral (CNE), le candidat présidentiel Henri Falcon avait déjà déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats du processus électoral.

Falcon qui a obtenu 1 820 552 suffrages, représentant 21,1%, a ainsi suivi la formule largement utilisée par la droite vénézuélienne qui refuse d'accepter les résultats des urnes quand elles leur sont défavorables.

Pendant ce temps, Javier Bertucci, le candidat de Esperanza para el Cambio (Espoir du Parti du changement) qui a obtenu 10,82% des suffrages, a aussi rejoint la campagne pour miner les résultats, arguant de « violations de la loi électorale vénézuélienne ». Cependant, il a accepté plus tard le résultat, mais a continué à mettre en question le processus.

### **9. Le chemin de la violence**

A près avoir été réélu à la tête de l'Etat, Maduro a appelé au dialogue et à la réconciliation, propositions qui furent immédiatement rejetées par la Table ronde de l'Unité Démocratique (MUD) et d'autres forces d'opposition.

Le MUD qui ne propose pas un candidat pour ces élections, a sacrifié son propre espace politique dans le pays plusieurs mois auparavant et étreint des appels à la violence, tout en criant à la fraude bien longtemps avant que les résultats furent annoncés, juste comme ceux des candidats de l'opposition participants, et rejetant aussi toute possibilité de discussions avec le gouvernement de Maduro.

Extrêmement discrédité et divisé, le MUD, qui ne propose pas son propre agenda de gouvernement, mais plutôt une série de directives précisées de l'étranger, essaye maintenant de fabriquer un scénario pour rendre illégitimes les élections auxquelles il a décidé de ne pas participer, par crainte de sa propre défaite contre les forces de Chavez.

### 10. Manipulation médiatique

Des photos sont utilisés dans les médias internationaux pour le choix du titre, la couverture des élections au Venezuela fut désignée pour essayer de miner la participation des citoyens et dans leur soutien majoritaire à la Révolution Bolivarienne.

Également, la plupart des mass média occidentales continuent d'être l'écho de termes tels que « prisonniers politiques » quand le gouvernement a fourni une innombrable évidence que ceux qui ont été réprimés ont commis des crimes et incité à la violence, qui ont abouti à des centaines de morts.